

**Département de l'Isère**  
**COMMUNE DE SAINT AUPRE**  
**CONSEIL MUNICIPAL**  
**Séance du 15 décembre 2025**

L'an deux mil vingt-cinq,  
Le **15 décembre à 19h30**,

Le Conseil Municipal de la Commune de SAINT AUPRE,  
Dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de M. Patrick BUISSON, Maire,

Date de la convocation du Conseil Municipal : 08/12/2025

Présents : Patrick BUISSON, Lionel PEGOUD, Gérard LANFREY, Véronique BALLY, Elisabeth GANSEL, Fabrice MARINONI, Marie-Noëlle IRVINE, Catherine CHAMARIER

Absents excusés : Maurice DELPHIN (pouvoir à Patrick BUISSON), Carole DURHONE (pouvoir à E. GANSEL), Pierre GALLAND, Guillaume MOYNE-PICARD, Christelle GLOMAUD, Pascal CHERON

Secrétaire de Séance : Elisabeth GANSEL

**Ordre du jour :**

I – Approbation du compte rendu du conseil municipal du 3 novembre 2025

II- Décision modificative n°3

III- Attribution d'une subvention exceptionnelle aux associations suite à l'encaissement des droits de place lors des manifestations organisées en 2025

IV- Autorisation à donner à M. le Maire d'octroyer une remise gracieuse pour une facture impayée de restauration scolaire

V- Autorisation à donner à M. le Maire de signer la convention relative à un projet éducatif territorial labellisé Plan mercredi (PEDT)

VI- Autorisation à donner à M. le Maire de signer une convention de partenariat et de financement 2026 « parcours BAFA en Pays Voironnais »

VII- Autorisation à donner à M.le Maire de demander une aide financière à la CAPV dans le cadre du fonds de concours PCAET pour l'opération « Végétalisation de la cour d'école ».

VIII- Autorisation à donner à M.le Maire de demander une aide financière à la CAPV dans le cadre du fonds de concours aux petites communes pour l'opération « Végétalisation de la cour d'école ».

IX- Validation du compte-rendu de la CLECT du 21 mai 2025 suite à la restitution aux communes de la compétence Crématorium et l'intégration de la PLIE de la commune de Voreppe dans la maison de l'Emploi du Pays Voironnais.

**I – Approbation du compte rendu du conseil municipal du 3 novembre 2025**

Pas de remarque particulière. Le compte rendu est adopté.

**Département de l'Isère**  
**COMMUNE DE SAINT AUPRE**  
**CONSEIL MUNICIPAL**  
**Séance du 15 décembre 2025**

**II- Décision modificative n°3**

	DEPENSES		RECETTES	
	Diminution crédits	Augmentation crédits	Diminution crédits	Augmentation crédits
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
D-65748 : subventions aux associations		8 176.54 €		
R-7032 : droits de stationnement				429.00 €
R-73154 : droits de place				7747.54 €
<b>Total fonctionnement</b>		8 176.54 €		8 176.54 €
<b>INVESTISSEMENT</b>				
D2131-1104 : BAT LOCATIFS	60 579.60 €			
D2135-9801 : BAT COMMUNA		57 000 €		
D2151-1101 : VOIRIE		3 579.60 €		
<b>Total investissement</b>	60 579.60 €	60 579.60 €		

Adopté à l'unanimité

**III- Attribution d'une subvention exceptionnelle aux associations suite à l'encaissement des droits de place lors des manifestations organisées en 2025**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que les droits d'occupation du domaine public encaissés lors des manifestations organisées durant l'année par les associations de la commune font l'objet d'un reversement à l'association organisatrice. Ce reversement prend la forme d'une subvention exceptionnelle en fin d'année.

Aussi, pour l'année 2025, le montant des subventions proposé est de :

- 7 747.54 € pour le Comité des Fêtes
- 429.00 € pour le Repère

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

DECIDE d'accorder des subventions exceptionnelles aux associations communales selon le montant précité.

**IV- Autorisation à donner à M. le Maire d'octroyer une remise gracieuse pour une facture impayée de restauration scolaire**

L'instruction codificatrice n°05-050-M0 du 13 décembre 2005 relative au recouvrement des recettes des collectivités territoriales prévoit que « le débiteur d'une créance locale régulièrement mise à sa charge peut présenter à la collectivité une demande de remise gracieuse en invoquant tout motif

**Département de l'Isère**  
**COMMUNE DE SAINT AUPRE**  
**CONSEIL MUNICIPAL**  
**Séance du 15 décembre 2025**

plaidant en sa faveur. Il appartient alors à l'assemblée délibérante de la collectivité, en raison de sa compétence budgétaire, de se prononcer sur cette demande qu'elle peut rejeter ou admettre dans sa totalité ou partiellement. La remise de dette totale ou partielle fait disparaître le lien de droit existant entre la collectivité et son débiteur en éteignant la créance ».

La Commune propose aux familles des enfants scolarisés à l'école des prestations de restauration scolaire et d'accueil périscolaire.

Le tarif de ces prestations est calculé sur la base des revenus des familles, en fonction du quotient familial.

Une famille a été reçue par M. le Maire et l'adjointe en charge du social et leur situation a été étudiée. Il est proposé aujourd'hui au Conseil Municipal d'effectuer une remise gracieuse d'une facture de cantine :

- Titre 138 R-5 A-62 de l'exercice 2025 pour un montant de 50€ correspondant à un impayé de cantine de mai 2025.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

- D'accorder à la famille concernée une remise gracieuse totale sur leur facture de mai 2025
- Autorise le maire à prendre les actes nécessaires à l'extinction de ces créances
- D'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits au compte 6577.

**V- Autorisation à donner à M. le Maire de signer la convention relative à un projet éducatif territorial labellisé Plan mercredi (PEDT)**

Le Projet Educatif Territorial (PEDT)/ Plan mercredi précédemment signé est arrivé à terme au 31 décembre 2024. Il convient donc de le renouveler.

Pour rappel, une convention de partenariat est nécessaire et a pour objet de déterminer les modalités d'organisation et les objectifs éducatifs des activités périscolaires mises en place dans le cadre d'un projet éducatif territorial pour les enfants scolarisés dans les écoles maternelles et élémentaires du Bassin de la Haute Morge.

Pour rappel également, suite au retour massif des écoles à 4 jours de classe, le Ministère de l'Education Nationale avait lancé « le plan mercredi » afin de maintenir une certaine continuité éducative entre les différents acteurs éducatifs d'un territoire. Au-delà du volet qualitatif, il permet aux structures comme AEJ de bénéficier d'une bonification financière sur les présences des enfants le mercredi, à l'accueil de loisirs.

Pour pouvoir bénéficier de cette aide, il est impératif que les communes renouvèlent un PEDT avec une annexe spécifique à l'organisation du mercredi, répondant aux critères de la charte développée par le ministère. Celui-ci a été élaboré en partenariat avec AEJ et les communes de Saint Etienne de Crossey et Saint Nicolas de Macherin.

Ce projet s'articule également avec la Convention Territoriale Globale (CTG) et la Convention Territoriale Jeunesse et Solidarités (CTJS).

Les grands objectifs de la période du 01-01-25 au 31-08-2029 seront les suivants :

- Renforcer l'action transversale pour contribuer à une dynamique fédératrice autour de l'éducation
- Favoriser la confiance en soi des enfants pour leur permettre de s'accomplir
- Accompagner chaque enfant pour qu'il trouve une place sereine dans la collectivité et espace de vie.

**Département de l'Isère**  
**COMMUNE DE SAINT AUPRE**  
**CONSEIL MUNICIPAL**  
**Séance du 15 décembre 2025**

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention relative à un Projet Educatif Territorial labellisé Plan Mercredi pour la période du 01-01-2025 au 30-08-2029.

**VI- Autorisation à donner à M. le Maire de signer une convention de partenariat et de financement 2026 « parcours BAFA en Pays Voironnais »**

La commune de Saint Aupre, dans le cadre de sa politique jeunesse et de soutien à l'animation locale, souhaite s'engager dans le dispositif territorial « Parcours BAFA en Pays Voironnais » pour l'année 2026. Ce projet, porté en coopération avec 15 autres communes du Pays Voironnais, les associations MJC de Rives et Animation Expression Jeunes (AEJ) de Saint-Étienne-de-Crossey, ainsi que le Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS), vise à :

1. Répondre aux besoins identifiés dans l'Analyse des Besoins Sociaux (ABS) 2022 du CIAS, mettant en lumière un manque d'offres adaptées aux 17-25 ans et une difficulté de recrutement d'animateurs qualifiés pour les accueils de loisirs.
2. Sécuriser l'offre d'accueil en formant localement des animateurs, conformément aux taux d'encadrement réglementaires (articles R. 227-13 et suivants du Code de l'action sociale et des familles).
3. Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes du territoire via un parcours diplômant, en s'appuyant sur des expérimentations réussies depuis 2022 (MJC de Rives, AEJ).
4. Mutualiser les coûts entre collectivités pour un financement équilibré, avec un reste à charge limité pour la commune (plafonné à 360 € pour 2026).

**Modalités pratiques :**

- Deux sessions seront organisées en 2026 :
  - Formation générale (été) par la MJC de Rives,
  - Approfondissement (hiver ou Toussaint) par l'AEJ.
- Une commission de sélection veillera à la répartition équitable des places entre communes signataires.
- Un bilan qualitatif et financier sera présenté aux partenaires après chaque session.

**Bénéfices pour Saint Aupre :**

- Accès prioritaire pour les jeunes de la commune aux formations subventionnées.
- Renforcement de l'offre locale d'accueil de loisirs, en lien avec les besoins des familles.
- Participation à une dynamique territoriale coordonnée par le CIAS, avec un suivi régulier via un comité de pilotage et un groupe projet technique.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Vu l'Analyse des Besoins Sociaux (ABS) 2022 du CIAS du Pays Voironnais, soulignant la nécessité de développer des dispositifs pour les 17-25 ans,
- Vu les difficultés de recrutement d'animateurs qualifiés dans les accueils de loisirs, constatées par les organisateurs locaux,
- Vu les expérimentations réussies depuis 2022 par la MJC de Rives et l'AEJ, démontrant l'efficacité des parcours BAFA de proximité,
- Vu l'engagement financier limité pour la commune (360 € maximum), grâce à la mutualisation et aux subventions CAF,

**Département de l'Isère**  
**COMMUNE DE SAINT AUPRE**  
**CONSEIL MUNICIPAL**  
**Séance du 15 décembre 2025**

- Vu l'intérêt général du projet, aligné sur les objectifs de la CTG 2022-2026 (coopération territoriale, insertion jeunesse),
- Considérant que cette convention s'inscrit dans une démarche solidaire et équitable entre communes,
- Approuve les termes de la convention de partenariat et de financement 2026 « Parcours BAFA en Pays Voironnais »
- Autorise Monsieur le Maire à signer ladite convention, ainsi que tout document ou avenant s'y rapportant.

**VII- Autorisation à donner à M.le Maire de demander une aide financière à la CAPV dans le cadre du fonds de concours PCAET pour l'opération « Végétalisation de la cour d'école ».**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la résilience du territoire est un des axes stratégiques du Plan Climat Air Energie du Pays Voironnais (PCAET 2019-2025). La notion de résilience territoriale consiste à anticiper les perturbations actuelles et à venir et d'en minimiser les effets.

Dans ce cadre, la stratégie d'adaptation du territoire au changement climatique doit faire face à 3 enjeux qui ont été jugés comme prioritaires pour le territoire au regard de sa vulnérabilité : les vagues de chaleur et canicules/les impacts sur la biodiversité et les écosystèmes/la baisse de la ressource en eau.

Par ailleurs, la CAPV a adopté, lors du conseil communautaire du 20 juillet 2021, sa feuille de route pour 2021-2026 ; laquelle vise à travers son orientation n°2 à renforcer la capacité à agir des communes.

Aussi, l'objectif de cet appel à projets auprès des communes du territoire cible la mise en œuvre d'aménagements, de dispositifs ou de tout autre investissement communal concourant à l'adaptation du territoire au changement climatique.

Une aide financière est ainsi proposée aux communes, sous la forme de fonds de concours, pour les projets d'investissement retenus dans cet appel à projets.

La commune souhaite valider un projet dans la cour d'école rentrant pleinement dans ce cadre.

Ce projet consiste à végétaliser l'espace permettant de favoriser les puits de fraîcheur, lutter contre les îlots de chaleur en désimperméabilisant et végétalisant les sols, en plantant des arbres et en végétalisant le bâti.

Les crédits nécessaires au lancement de ce projet ont été prévus dans les dépenses d'investissement de l'exercice 2025 et s'élèvent à un montant prévisionnel 45 843.50 €.

Entendu cet exposé, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve le projet « désimperméabilisation et végétalisation de la cour d'école »
- Dit que les crédits nécessaires à cette opération sont prévus en section d'investissement de l'exercice 2025
- Donne l'autorisation à M. le Maire de solliciter le fonds de concours PCAET de la CAPV .

**VIII- Autorisation à donner à M.le Maire de demander une aide financière à la CAPV dans le cadre du fonds de concours aux petites communes pour l'opération « Végétalisation de la cour d'école »**

**Département de l'Isère**  
**COMMUNE DE SAINT AUPRE**  
**CONSEIL MUNICIPAL**  
**Séance du 15 décembre 2025**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la commune peut bénéficier d'une aide financière de la CAPV dans le cadre du fonds de concours aux petites communes 2022-2026 pour l'opération « **Végétalisation de la cour d'école** ». Le montant de l'opération s'élève aujourd'hui à 45 843.50 € HT.

Les crédits nécessaires au lancement de ce projet sont prévus dans les dépenses d'investissement de l'exercice 2025.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Sollicite l'aide de la Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais dans le cadre du fonds de concours aux petites communes 2022-2026 pour l'attribution d'une aide financière pour l'opération précitée qui s'élève à 45 843.50 € HT.

**IX- Validation du compte-rendu de la CLECT du 21 mai 2025 suite à la restitution aux communes de la compétence Crématorium et l'intégration de la PLIE de la commune de Voreppe dans la maison de l'Emploi du Pays Voironnais.**

Monsieur le Maire rappelle que la CLECT du Pays Voironnais s'est réunie le 21 mai 2025 afin d'évaluer, conformément à l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, les charges transférées dans le cadre :

- Du transfert de la mission d'accompagnement PLIE pour la commune de Voreppe à la Maison de l'Emploi du Pays Voironnais,
- Et de la restitution aux communes de la compétence Crématorium, pour laquelle aucune charge ni actif n'est transféré, la gestion ne générant aucun nouveau flux financier pour les communes concernées.

Le Conseil Municipal prend connaissance du compte rendu et des rapports de la commission.

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.5211- 17-1, L.5211-25-1 et suivants,
- L'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts,
- Le rapport CLECT du 21 mai 2025,
- La note de restitution de la compétence crématorium aux communes,
- La note relative au transfert du PLIE pour la commune de Voreppe,
- Les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais modifiés en conséquence,

**Considérant**

- La nécessité de garantir la neutralité financière conformément à la méthode validée par la CLECT,

**Département de l'Isère**  
**COMMUNE DE SAINT AUPRE**  
**CONSEIL MUNICIPAL**  
**Séance du 15 décembre 2025**

- L'absence de charges ou transferts d'actifs pour la compétence crématorium,
- Le calcul du coût net du poste pour le transfert du PLIE à Voreppe selon les subventions et charges précisées dans le compte rendu de la CLECT du 21 mai 2025

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :**

- **Approuve** le compte rendu de la CLECT du 21 mai 2025.
- **Prend acte** que les modalités financières fixées par la commission locale d'évaluation des charges transférées n'ont pas été modifiées.
- **Valide** la restitution de la compétence Crématorium sans flux financier ni transfert d'actif.
- **Valide** le transfert de la mission PLIE pour Voreppe et le montant calculé selon les annexes.
- **Autorise** Monsieur/Madame le Maire à notifier la présente délibération au Président de la Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais, ainsi qu'à toute autorité compétente.

*L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h20.*